

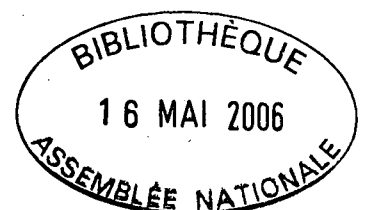
Commission
des relations
du travail

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

	PAGE
1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :	1
a. Date et contexte de création;	
b. Objectifs poursuivis;	
c. Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv;	
d. Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;	
e. Indiquer le budget dévolu.	
2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats	2
3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministre pour l'année 2005-2006 indiquer :	3
a. La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;	
b. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;	
c. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;	
d. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	
4. Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.....	4
5. Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.....	5
6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.....	6
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005 et pour 2005-2006	7
8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006	8

9.	Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidence :	9
a.	Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;	
b.	Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;	
c.	Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;	
d.	Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	
10.	Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.....	10
11.	Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts	11
13.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2005-2006 - Valeur du mandat.....	12
14.	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions budgétaires demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail pour l'année 2005-2006.....	13
88.	Au cours des cinq dernières années, nombre de dossiers et nombre d'ordonnances rendues relatifs à des litiges sur les articles 45 et 46 du Code du travail et décisions - Ventilation par année.....	14
89.	Liste détaillée (nom de la personne concernée, nom de la municipalité, objet de l'appel) des requêtes en appel déposées par un(e) secrétaire, un(e) secrétaire-trésorière ou un(e) cadre municipal(e) devant la CRT ...	15
90.	Évolution des délais de traitement des dossiers depuis les cinq dernières années	23
91.	Depuis la création de la CRT, par mois et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, nombre de conciliations prédécisionnelles effectuées et résultats (réussies, non réussies ou non conclues), nombre de décisions rendues et résultats (accueillies, désistements et règlements et rejetées).....	24
92.	Depuis la création de la CRT, par mois, par article et selon le Code du travail ou la Loi sur les normes du travail, délai de traitement des cas réglés (médiane et moyenne).....	27
93.	Budget de fonctionnement de la Commission en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007	30
94.	Effectifs de la Commission en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	31
95.	Nombre de plaintes ou de demandes déposées en vertu de la Charte de la langue française en 2005-2006 et ventilation détaillée de celles portant plus particulièrement sur l'article 46 - Statistiques sur le type de dossiers et tableau des résultats	32

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :

- a) Date et contexte de création ;
- b) Objectifs poursuivis ;
- c) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur cv ;
- d) Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin ;
- e) Indiquer le budget dévolu.

S/0

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****2. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES**

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****3. POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTRE POUR L'ANNÉE 2005-2006**

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministre pour l'année 2005-2006 indiquer :

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration ;
- b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération ;
- c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv ;
- d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

Secteur d'activitéNombre d'employés

Gestion financière et
matérielle

1

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.

Aucun.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2005-2006 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.

2002-2003*

19 employés = 17,2 %

2003-2004

11 employés = 10 %

2004-2005

13 employés = 11,4 %

2005-2006

18 employés = 15,9 %

* Année de création de la Commission des relations du travail le 25 novembre 2002

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2004-2005 ET POUR 2005-2006

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005 et pour 2005-2006.

2004-2005

1 employé = 0,8 %

2005-2006

3 employés = 2 %

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****8. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2005-2006.**

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.

Les prévisions budgétaires de la CRT pour l'exercice financier 2005-2006 s'établissaient à 13 375 130 \$ en baisse de 194 370 \$ par rapport à l'exercice précédent. Le principal réaménagement budgétaire a consisté en une réduction de l'effectif autorisé de 125 à 121 ETC.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE

Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidente :

- a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents ;
- b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre ;
- c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ;
- d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions :

	Nombre de réclamations	Frais de déplacement	Frais de fonction
Andrée St-Georges, présidente	61	9 193 \$	2 395 \$
Robert Côté, vice-président	70	13 592 \$	1 990 \$
Pierre Flageole, vice-président	45	5 567 \$	2 049 \$

b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre :

<u>Personnes à rencontrer</u>	<u>But</u>
Justiciables	Audiences
Commissaires, gestionnaires, personnel	Gestion, formation
Barreau du Québec	Comité de liaison
Conférence des juges administratifs	Liaison
Association du Barreau canadien	Liaison
CCTM	Liaison

c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation : Voir en a) et b)

d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Conférence de l'Association du barreau Canadien (Ottawa) :

Andrée St-Georges : 183,75 \$

Pierre Flageole : 36,00 \$

Conférence des Labour Board des différentes provinces canadiennes et du gouvernement fédéral (Île-du-Prince-Édouard) :

Pierre Flageole : 1 011,15 \$

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****10. LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2005-2006, INCLUANT LES COÛTS.**

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.

La CRT n'a commandé aucun sondage pour 2005-2006.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****11. FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS.**

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts:

Frais de traduction : 3 524,07 \$ pour 18 demandes de traduction.
Pas de contrat, à la pièce.

Firme : Allan PARVU

Documents traduits :

- Décisions de la CRT ;
- Correspondance avec citoyens ;
- Formulaires et documents administratifs.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****13. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (SIQ) POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2005-2006 - VALEUR DU MANDAT**

Mandats donnés à la Société Immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2005-2006. Valeur du mandat.

Commission des relations du travail

- Mandat donné à la SIQ le 15 juillet 2004 de construire des aménagements au 5^e étage du 900, boulevard René-Lévesque Est à Québec et d'y installer la Commission, dont le personnel était jusque-là réparti dans deux édifices, pour un montant de 1 298 878 \$. La Commission a aménagé dans ses nouveaux locaux le 2 juin 2005.
- Entente d'occupation du 5^e étage du 900, boulevard René-Lévesque Est à Québec à compter du 1^{er} juin 2005 pour un loyer annuel de 557 154 \$.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****14. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR.**

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions budgétaires demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail pour l'année 2005-2006.

Voir la réponse à la question 8.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

88. AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, NOMBRE DE DOSSIERS ET NOMBRE D'ORDONNANCES RENDUES RELATIFS À DES LITIGES SUR LES ARTICLES 45 ET 46 DU CODE DU TRAVAIL ET DÉCISIONS - VENTILATION PAR ANNÉE

Article 45: Aliénation ou concession d'entreprise					
Nature des décisions rendues	Année				
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Accueillies	392	457	431	322	285
Désistements	98	123	431	182	106
Règlements	0	0	3	2	2
Rejetées	55	25	26	21	84
Sous-total	545	605	891	527	477

La plupart des requêtes accueillies le sont de consentement.

Pour l'année financière 2003-2004, la CRT a reçu le désistement de quelque 300 requêtes en transmission de droits et obligations déposées à la ville de Montréal (+ ou - 280) et à la ville de Québec (+ ou - 20) qui se sont réglées lors de la conclusion des conventions collectives, ce qui explique le nombre important de requêtes conclues en 2003-2004 par rapport aux autres années.

En ce qui a trait à la tendance à la diminution du nombre de requêtes déposées qui sont passées de 545 en 2001-2002 à 477 en 2005-2006, aucun élément significatif, tel le secteur d'activités, ne vient l'expliquer à l'exception d'une légère baisse dans le secteur de la santé.

Le nombre de requêtes rejetées en 2005-2006 qui est passablement plus élevé que pour les années précédentes s'explique de la façon suivante. De ces 84 requêtes, 70 cas proviennent du secteur de la santé dont 53 pour le Centre de réadaptation Gabrielle-Major uniquement.

Article 46: Résolution de difficultés					
Nature des décisions rendues	Année				
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Accueillies	17	3	3	4	4
Désistements	3	13	5	7	10
Règlements	1	2	5	3	0
Rejetées	3	6	4	2	0
Sous-total	24	24	17	16	14
Total	569	629	908	543	491

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

89. **LISTE DÉTAILLÉE (NOM DE LA PERSONNE CONCERNÉE, NOM DE LA MUNICIPALITÉ, OBJET DE L'APPEL) DES REQUÊTES EN APPEL DÉPOSÉES PAR UN(E) SECRÉTAIRE, UN(E) SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE OU UN(E) CADRE MUNICIPAL(E) DEVANT LA CRT**

Voir liste détaillée annexée.

Liste des plaintes reçues du secteur municipal du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006

No cas	Date de réception	Nature du cas	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20020110	04-08-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	06-09-05	Règlements	Bruno Poirier Ville de Dunham
CM20020134	04-08-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Norman Galipeau Ville de Montréal
CM20020211	04-13-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Rejetées	12-09-05	Rejetées	Jean Michaud Ville de Montréal
						Ville de Montréal Arrondissement de Verdun
CM20021037	05-13-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	08-10-05	Désistements	Gérard Manseau Ville de Sherbrooke
CM20021726	06-10-05	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			La Corporation Municipale du Canton d'Aumond Pascal Richard
CM20021732	06-13-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	08-16-05	Désistements	Johanne Boyer Municipalité de Lac Simon
CM20021983	06-23-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	10-19-05	Règlements	Michelle Simard Régie intermunicipale de police Roussillon
CM20022006	06-21-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Rejetées	01-13-06	Rejetées	Pierre Lippé Ville de Montréal
CM20022123	07-05-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	09-13-05	Désistements	Claude Desrochers Ville de Montréal
CM20022271	07-13-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	01-30-06	Règlements	Gaétane Boucher Municipalité du Canton Guérin
CM20022391	07-18-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	11-03-05	Désistements	André Caza Régie de l'aqueduc intermunicipal du Bas Richelieu
CM20022767	08-05-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Michael Kusalic Ville de Montréal, arrondissement Pointe-Claire
CM20022768	08-10-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Michael Kusalic Ville de Montréal, arrondissement Pointe-Claire

CM20023090	08-30-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Décision : Désistements, règlements	10-31-05	Désistements	Michel Perron
						Ville de Saint-Jérôme
CM20023277	09-14-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	03-22-06	Désistements	Municipalité de Terrasse-Vaudreuil
						Nicole St-Pierre
CM20023768	10-07-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-22-06	Désistements	Municipalité de Terrasse-Vaudreuil
						Nicole St-Pierre
CM20023817	10-11-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Luc Dion
						Ville de Sherbrooke
CM20024147	10-27-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Denis Lachapelle
						Ville de Montréal
CM20024393	11-10-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-30-06	Désistements	Nicole Généreux
						Ville de Joliette
CM20024588	11-15-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	01-20-06	Désistements	MRC du Val Saint-François
						Nathalie Brochu
CM20025075	12-06-05	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Hélène Boucher
						Municipalité d'Henryville
CM20025477	12-20-05	Code municipal du Québec (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Cynthia Bossé
						Municipalité de Saint-Mathias-sur-Richelieu
CM20025487	12-20-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas en délibéré			Réal Normandeau
						Ville de Montréal
CM20025488	12-20-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Ville de Montréal
						Yves Gignac
CM20025563	12-27-05	Code municipal du Québec (dest.)	Cas assignés aux commissaires			Corporation municipale du Canton de Chertsey
						Pierre Mercier
CM20060034	01-04-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Luc Thivierge
						Ville de Montréal
CM20060081	12-29-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Richar Côté
						Ville de Brownsburg-Chatham
CM20060796	02-10-06	Loi sur les cités et villes (susp.)	Cas convoqués			Guy Pelletier
						Ville de Lorraine

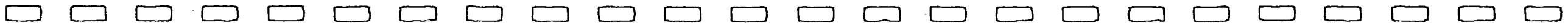


CM20060930	02-16-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Mohamed Hadji
						Ville de Montréal
CM20060939	02-16-06	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas convoqués			Christian Genest
						Ville de Huntingdon
CM20061012	02-21-06	Code municipal du Québec (susp.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Municipalité de Notre-Dame-de-La-Salette
						Sylvie Gratton
CM20061260	03-07-06	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	03-22-06	Désistements	Maude Gauthier
						Municipalité Sainte-Marcelline-de-Kildare
CM20061314	03-08-06	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Municipalité de Franklin
						Rémi Raymond
CM20061450	03-15-06	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Régie intermunicipale de gestion des déchets du Bas St-François
						Sylvie Gelly
CM20061502	03-17-06	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Michel Trudel
						Municipalité de Montcalm
CQ20021386	05-20-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Accueillies	03-17-06	Accueillies	Municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval
						Robert Doré
CQ20021511	05-31-05	Loi sur les cités et villes (susp.)	Décision : Désistements, règlements	01-17-06	Désistements	Jean Philibert
						Ville de Matane
CQ20022520	07-26-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Accueillies	11-23-05	Accueillies	Municipalité de Ste-Christine-d'Auvergne
						Solange Laflamme
CQ20022832	08-15-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Ville de La Malbaie
						Yvan Tremblay
CQ20022988	08-25-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	10-13-05	Désistements	Municipalité régionale de Comté de l'Île d'Orléans
						René Houde
CQ20023603	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Daniel Barrette
						Ville de Québec
CQ20023604	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Christian Bilodeau
						Ville de Québec
CQ20023608	09-29-05	Loi portant réforme organisation	Cas convoqués			Richard-A. Blais

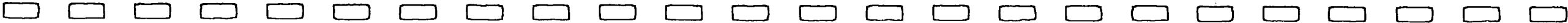
		territoriale munic.(susp.)				
CQ20023610	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Normand Blanchette
CQ20023612	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Sylvain Bouchard
CQ20023614	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec André-A. Breton
CQ20023616	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Jean-François Canac-Marquis
CQ20023617	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Christian Cantin
CQ20023618	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Luc Cauchon
CQ20023619	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Gérald Cleary
CQ20023620	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Éric Côté
CQ20023621	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Michel-B. Dion
CQ20023622	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Lucien Duhamel
CQ20023623	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec Ville de Québec
CQ20023624	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Yvan Gagnon Marc Galardeau
CQ20023625	09-29-05	Loi portant réforme organisation	Cas convoqués			Ville de Québec Jean-Claude Gimbert

		territoriale munic.(susp.)				
						Ville de Québec
CQ20023626	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Michel Goulet
						Ville de Québec
CQ20023627	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Denis Grenier
						Ville de Québec
CQ20023628	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Éric Grondin
						Ville de Québec
CQ20023629	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			René Laroche
						Ville de Québec
CQ20023630	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Jean Marquis
						Ville de Québec
CQ20023631	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Ville de Québec
						Yves Martin
CQ20023632	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Georges Matte
						Ville de Québec
CQ20023633	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Réjean McCann
						Ville de Québec
CQ20023634	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Alain Ouellet
						Ville de Québec
CQ20023635	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Fernand Racine
						Ville de Québec
CQ20023636	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			André-B. Rousseau
						Ville de Québec
CQ20023637	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Claude Savard
						Ville de Québec
CQ20023638	09-29-05	Loi portant réforme organisation	Cas convoqués			Gilles B. Simard

		territoriale munic.(susp.)				
						Ville de Québec
CQ20023639	09-29-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Cas convoqués			Maurice Thériault
						Ville de Québec
CQ20024229	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Jean-François Tremblay
						Ville de La Tuque
CQ20024253	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Daniel Massé
						Ville de La Tuque
CQ20024255	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Jacques Labrie
						Ville de La Tuque
CQ20024256	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Estelle Giguère
						Ville de La Tuque
CQ20024257	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Jovette Savard
						Ville de La Tuque
CQ20024258	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	David Duchesneau
						Ville de La Tuque
CQ20024260	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Philippe Huart
						Ville de La Tuque
CQ20024262	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Jocelyne Bilodeau
						Ville de La Tuque
CQ20024263	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Mélanie Hébert
						Ville de La Tuque
CQ20024265	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Mireille Bacon
						Ville de La Tuque
CQ20024266	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Philippe Pronovost
						Ville de La Tuque
CQ20024267	11-02-05	Loi portant réforme organisation	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Jean Drouin



		territoriale munic.(susp.)				
						Ville de La Tuque
CQ20024268	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Marie-Josée Tousignant
						Ville de La Tuque
CQ20024269	11-02-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	François Léonard
						Ville de La Tuque
CQ20024334	11-08-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Daniel Massé
						Ville de La Tuque
CQ20024335	11-08-05	Loi portant réforme organisation territoriale munic.(susp.)	Décision : Désistements, règlements	03-06-06	Désistements	Daniel Massé
						Ville de La Tuque
CQ20024433	11-11-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	02-01-06	Règlements	Gaétan Ross
						Municipalité de Sainte-Luce
CQ20025295	12-14-05	Code municipal du Québec (dest.)	Décision : Désistements, règlements	02-01-06	Règlements	Gaétan Ross
						Municipalité de Sainte-Luce
CQ20060022	12-22-05	Loi sur les cités et villes (dest.)	Cas inactifs suite à la demande des parties			Marcel Chiasson
						Ville de l'Ancienne-Lorette
CQ20060864	02-10-06	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Donald Lapointe
						Municipalité de St-Lambert de Lauzon
CQ20060865	02-10-06	Code municipal du Québec (dest.)	Cas convoqués et assignés aux ART			Marcel Lemieux
						Municipalité de St-Lambert de Lauzon
Nb: 91						



COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

90. ÉVOLUTION DES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DOSSIERS DEPUIS LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Question 90: Délais de traitement (jours) des cas réglés au cours des cinq dernières années financières (2001-2006)

Lois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Année 2001-2002					
Code du travail	106	141	246	397	4 778
Loi sur les normes du travail	134	244	186	349	3 894
Autres lois	108	191	151	240	70
Total	114	182	216	367	8 992

Année 2002-2003					
Code du travail	117	159	218	348	4 763
Loi sur les normes du travail	147	235	183	336	3 652
Autres lois	124	154	168	238	70
Total	121	176	199	334	8 800

Année 2003-2004					
Code du travail	85	131	205	626	5 516
Loi sur les normes du travail	170	289	197	381	3 607
Autres lois	129	225	201	314	75
Total	124	215	202	527	9 198

Année 2004-2005					
Code du travail	62	69	148	281	4170
Loi sur les normes du travail	195	298	227	367	2708
Loi secteur des affaires sociales	65	65	122	123	62
Autres lois	110	310	156	322	58
Total	126	172	178	313	6998

Année 2005-2006					
Code du travail	56	92	150	294	4372
Loi sur les normes du travail	218	343	238	378	2616
Loi secteur des affaires sociales	174	174	196	197	1654
Autres lois	124	172	189	267	110
Total	153	177	185	301	8752

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

91. DEPUIS LA CRÉATION DE LA CRT, PAR MOIS ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, NOMBRE DE CONCILIATIONS PRÉDÉCISIONNELLES EFFECTUÉES ET RÉSULTATS (RÉUSSIES, NON RÉUSSIES OU NON CONCLUES), NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES ET RÉSULTATS (ACCUEILLIES, DÉSISTEMENTS ET RÈGLEMENTS ET REJETÉES)

Question 91 a: Nombre de conciliations prédécisionnelles depuis la création de la CRT (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2006)					
Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Loi sur les normes du travail	2002	Novembre	6	4	10
		Décembre	81	8	89
	2003	Janvier	88	14	102
		Février	89	22	111
		Mars	108	25	133
		Avril	93	25	118
		Mai	110	20	130
		Juin	73	17	90
		Juillet	44	6	50
		Août	31	16	47
		Septembre	102	34	136
		Octobre	130	22	152
		Novembre	88	22	110
		Décembre	50	14	64
	2004	Janvier	104	14	118
		Février	96	10	106
		Mars	100	23	123
		Avril	70	6	76
		Mai	68	16	84
		Juin	92	11	103
		Juillet	35	16	51
		Août	46	7	53
		Septembre	99	24	123
		Octobre	111	17	128
		Novembre	130	18	148
		Décembre	98	10	108
	2005	Janvier	100	19	119
		Février	102	29	131
		Mars	84	23	107
		Avril	96	16	112
		Mai	105	19	124
		Juin	98	17	115
		Juillet	28	9	37
		Août	58	5	63
		Septembre	90	12	102
		Octobre	93	21	114
		Novembre	122	14	136
		Décembre	66	15	81
	2006	Janvier	84	20	104
		Février	101	8	109
		Mars	102	21	123
Total			3471	669	4140

Lois	Année	Mois	Nombre de cas en conciliation		
			Conciliations terminées et conclues	Cas référés aux commissaires	Total
Code du travail	2002	Novembre	0	1	1
		Décembre	6	3	9
	2003	Janvier	37	18	55
		Février	35	7	42
		Mars	63	13	76
		Avril	33	9	42
		Mai	40	15	55
		Juin	35	13	48
		Juillet	9	4	13
		Août	6	1	7
		Septembre	31	6	37
		Octobre	55	10	65
		Novembre	32	3	35
		Décembre	6	1	7
	2004	Janvier	35	8	43
		Février	24	24	48
		Mars	22	9	31
		Avril	50	5	55
		Mai	61	10	71
		Juin	38	7	45
		Juillet	3	2	5
		Août	8	7	15
		Septembre	16	7	23
		Octobre	39	6	45
		Novembre	38	3	41
		Décembre	17	6	23
	2005	Janvier	34	11	45
		Février	33	20	53
		Mars	31	0	31
		Avril	10	4	14
		Mai	63	14	77
		Juin	36	4	40
		Juillet	9	2	11
		Août	17	5	22
		Septembre	27	7	34
		Octobre	24	3	27
		Novembre	16	5	21
		Décembre	18	4	22
	2006	Janvier	46	10	56
		Février	44	6	50
		Mars	65	5	70
Total			1212	298	1510

Question 91b : Nombre de cas conclus depuis la création de la CRT (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2006)								
Année	Mois	Décisions						Total
		Accueillies	Désiste- ments	Règlements	Rejetées	Enquêtes complétées	Enquêtes interrompues	
2002	Novembre	12	29	34	9	1		85
	Décembre	94	157	178	43	1		473
2003	Janvier	197	243	293	75			808
	Février	219	239	262	92			812
	Mars	257	216	153	68	5	18	717
	Avril	153	300	309	74			836
	Mai	231	192	303	98			824
	Juin	182	233	206	351			972
	Juillet	180	305	237	72			794
	Août	170	163	133	48			514
	Septembre	260	233	161	53			707
	Octobre	346	285	170	85			886
	Novembre	216	196	179	96			687
	Décembre	143	212	142	37			534
2004	Janvier	169	322	188	56			735
	Février	190	458	182	101			931
	Mars	245	308	136	96			785
	Avril	202	175	206	55			638
	Mai	150	217	161	118			646
	Juin	153	191	162	50			556
	Juillet	277	143	139	56			615
	Août	97	134	70	30			331
	Septembre	164	183	177	110			634
	Octobre	143	161	125	45			474
	Novembre	185	207	132	65			589
	Décembre	190	155	147	57			549
2005	Janvier	211	232	162	65			670
	Février	144	183	139	63			529
	Mars	130	292	218	129			769
	Avril	451	230	97	330			1108
	Mai	224	230	122	82			658
	Juin	511	159	141	241			1052
	Juillet	252	163	212	151			778
	Août	140	187	59	44			430
	Septembre	304	150	141	328			923
	Octobre	127	298	147	66			638
	Novembre	185	201	107	146			639
	Décembre	139	263	98	157			657
2006	Janvier	151	192	177	81			601
	Février	209	170	158	63			600
	Mars	195	178	228	64			665
Total		8198	8785	6791	4050	7	18	27849

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

92. DEPUIS LA CRÉATION DE LA CRT, PAR MOIS, PAR ARTICLE ET SELON LE CODE DU TRAVAIL OU LA LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, DÉLAI DE TRAITEMENT DES CAS RÉGLÉS (MÉDIANE ET MOYENNE)

Question 92a : Délais de traitement (jours) des cas réglés depuis la création de la CRT (du 25 novembre 2002 au 31 mars 2006) par mois					
Mois	Médiane ²		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
25 novembre-décembre 2002	79	133	182	260	214
Janvier 2003	126	176	280	409	407
Février 2003	100	141	224	323	471
Mars 2003	88	102	143	219	420
Avril 2003	109	132	191	326	332
Mai 2003	69	75	135	217	434
Juin 2003	111	583	160	2 259	676
Juillet 2003	94	182	270	433	439
Août 2003	77	84	248	381	310
Septembre 2003	113	124	365	462	459
Octobre 2003	131	133	201	304	609
Novembre 2003	131	209	178	383	657
Décembre 2003	91	160	226	470	227
Janvier 2004	82	116	180	368	372
Février 2004	48	605	179	653	605
Mars 2004	47	52	237	398	381
Avril 2004	57	68	114	245	219
Mai 2004	65	74	122	246	357
Juin 2004	57	69	117	219	324
Juillet 2004	63	63	104	153	401
Août 2004	59	74	127	216	201
Septembre 2004	79	79	138	277	420
Octobre 2004	61	65	96	139	278
Novembre 2004	55	61	107	175	362
Décembre 2004	45	45	97	130	307
Janvier 2005	43	52	116	200	396
Février 2005	82	91	139	204	289
Mars 2005	118	146	402	934	438
Avril 2005	49	58	139	315	331
Mai 2005	43	49	117	202	446
Juin 2005	47	112	73	133	518
Juillet 2005	55	56	74	91	304
Août 2005	62	68	117	157	252
Septembre 2005	90	126	139	275	328
Octobre 2005	85	100	120	233	411
Novembre 2005	61	132	176	328	326
Décembre 2005	146	371	305	752	442
Janvier 2006	70	91	245	418	324
Février 2006	38	48	131	204	333
Mars 2006	72	89	164	354	357

² Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

Mois	Médiane ³		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Loi sur les normes du travail					
25 novembre-décembre 2002	164	232	164	296	341
Janvier 2003	164	242	195	318	392
Février 2003	176	251	212	328	336
Mars 2003	180	253	192	330	271
Avril 2003	146	206	162	256	500
Mai 2003	133	229	159	294	384
Juin 2003	150	229	179	293	289
Juillet 2003	168	289	191	417	349
Août 2003	183	330	247	460	200
Septembre 2003	167	290	206	362	240
Octobre 2003	175	269	204	381	241
Novembre 2003	180	313	203	399	242
Décembre 2003	186	432	216	518	185
Janvier 2004	188	394	224	495	265
Février 2004	183	289	210	354	223
Mars 2004	174	307	191	412	268
Avril 2004	171	316	200	366	240
Mai 2004	188	246	217	325	224
Juin 2004	185	324	239	411	221
Juillet 2004	185	266	218	325	197
Août 2004	173	266	236	447	112
Septembre 2004	183	261	206	335	203
Octobre 2004	192	274	211	342	191
Novembre 2004	193	268	220	328	221
Décembre 2004	206	297	240	395	233
Janvier 2005	200	350	233	442	274
Février 2005	233	331	246	371	221
Mars 2005	245	337	243	347	300
Avril 2005	176	332	215	381	196
Mai 2005	195	329	215	349	200
Juin 2005	212	347	233	355	192
Juillet 2005	238	327	244	366	284
Août 2005	207	383	235	425	164
Septembre 2005	257	336	267	391	153
Octobre 2005	238	337	248	384	217
Novembre 2005	211	342	234	365	207
Décembre 2005	214	351	228	353	194
Janvier 2006	232	364	269	430	266
Février 2006	210	342	229	406	259
Mars 2006	212	321	232	340	284

³ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la CRT

Question 92b: Délais de traitement (jours) des cas réglés du 25 novembre 2002 au 31 mars 2006 selon les principaux articles					
Mois	Médiane ¹		Moyenne		Nombre total de décisions
	Délai imputable à la CRT	Délai total	Délai imputable à la CRT	Délai total	
Code du travail					
Article 16 - congédiement*	100	230	179	406	1082
Article 25 - champ libre*	37	40	135	802	1657
Article 25 - conflit*	45	46	104	760	702
Article 39 - modification*	39	41	82	116	3420
Article 39 - statut de salarié*	205	440	466	815	1591
Article 41 - révocation*	35	36	85	137	597
Article 45 - transmission*	57	106	209	566	2080
Article 47,3 - renvoi*	121	136	136	163	496
Articles 114, 118 et 119 - avec accréditation*	31	45	62	96	341
Articles 114, 118 et 119 - sans accréditation*	63	87	102	136	43

Loi sur les normes du travail					
Article 79,1- plainte (maladie ou accident)*	194	279	206	291	803
Articles 79,7 et 79,8 – plainte (familiale ou parentale)*	183	252	192	264	50
Article 122 – plainte*	172	276	187	348	2214
Article 122,1 – (retraite)*	196	301	208	411	99
Article 122,2 – (maladie)*	131	261	159	347	1299
Article 124 – plainte congédiement*	209	322	241	394	5593
Article 128 – indemnité*	139	245	173	353	145

- Article 16 – congédiement CT : Plainte en mesures disciplinaires – congédiement
- Article 25 – champ libre CT : Requête en accréditation, champ libre
- Article 25 – conflit CT : Requête en accréditation, conflit
- Article 39 – modification CT : Requête en modification d'accréditation
- Article 39 – statut de salarié CT : Requête en interprétation et statut de salarié
- Article 41 – révocation CT : Requête en révocation d'accréditation
- Article 45 - transmission CT : Requête en transmission de droits et obligations (totale ou partielle)
- Article 47,3 – renvoi CT : Plainte pour manquement au devoir de juste représentation – renvoi
- Article 79,1 – plainte (maladie ou accident) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement
- Articles 79,7 et 79,8 – plainte (familiale ou parentale) LNT : plainte en congédiement, suspension ou déplacement
- Article 114, 118 & 119 CT : Requête en ordonnance reliée à une accréditation et sans accréditation
- Article 122 – plainte – pratique interdite
- Article 122,1 - (retraite) LNT: Plainte en congédiement - général
- Article 122,2 - (maladie) LNT: Plainte en congédiement - maladie
- Article 124 LNT: Plainte en congédiement sans cause juste et suffisante
- Article 128 - indemnité LNT: Requête pour fixation d'indemnité

¹ Médiane : Valeur la plus centrale de l'ensemble des délais des cas de la C.R.T.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

93. BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION EN 2005-2006 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007

Catégorie de dépenses	Budget de fonctionnement 2005-2006	Budget à être alloué 2006-2007
RÉMUNÉRATION	9 047 858	10 809 240
03 Transport et communication	835 615	683 500
04 Services professionnels	1 298 000	1 256 000
05 Entretien et réparations	47 000	47 000
06 Location	1 668 657	1 751 260
07 Fournitures et approvisionnement	80 000	80 00
08 Matériel et équipements	145 000	105 000
11 Autres dépenses	3 000	3 000
FONCTIONNEMENT	13 125 130	14 735 000
67 AMORTISSEMENT	250 000	280 000
TOTAL	13 375 130	15 015 000

Le budget 2005-2006 comptait 495 500 \$ aux fins de la révision du régime de représentation syndicale dans le secteur des affaires sociales. Le budget 2006-2007 est en voie d'approbation du gouvernement.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

94. EFFECTIFS DE LA COMMISSION EN 2005-2006 ET PRÉVISION POUR 2006-2007

Effectifs 2005-2006
Répartition du personnel par catégorie d'emploi
au 31 mars 2006

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	31	0	31
Cadre	5	0	5
Professionnel	34	6	40
Technicien et employé de bureau	40	10	50
Total	113	16	129

Prévision effectifs 2006-2007

Nombre d'employés			
<i>Catégories d'emplois</i>	<i>Employés réguliers</i>	<i>Employés occasionnels</i>	<i>Total</i>
Membre-dirigeant	3	0	3
Membre-commissaire	34	0	34
Cadre	4	0	4
Professionnel	34	4	38
Technicien et employé de bureau	41	8	49
Total	116	12	128

N.B. : Cette prévision est tributaire d'une demande d'effectifs additionnels au 1^{er} avril 2006 : 4 équivalents temps complet (ETC) réguliers et 4 ETC occasionnels.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

- 95. NOMBRE DE PLAINTES OU DE DEMANDES DÉPOSÉES EN VERTU DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE EN 2005-2006 ET VENTILATION DÉTAILLÉE DE CELLES PORTANT PLUS PARTICULIÈREMENT SUR L'ARTICLE 46 - STATISTIQUES SUR LE TYPE DE DOSSIERS ET TABLEAU DES RÉSULTATS**

Voir liste annexée.

Liste des plaintes reçues du 1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006, selon la Charte de la langue française					
No cas	Date réception	État du dossier	Date de conclusion	Décision	Nom du client
CM20021096	05-16-05	Décision : Désistements, règlements	10-03-05	Désistements	Cécile Labelle
					Sears Canada inc.
CM20021235	05-18-05	Cas convoqués			Édouard Z.R. Sarafian
					Services de voyage Memberworks Canada inc.
CM20021421	05-27-05	Décision : Désistements, règlements	11-16-05	Désistements	Édouard Z.R. Sarafian
					Sodema, Téléperformance
CM20021550	06-06-05	Décision : Désistements, règlements	07-18-05	Désistements	Daniel Beaudette
					Société industrielle Jason (Canada) ltée
CM20022306	07-14-05	Décision : Désistements, règlements	12-20-05	Désistements	Optelian
					Pierre Legault
CM20023038	08-29-05	Décision : Rejetées	04-03-06	Rejetées	Banque Nationale du Canada
					Roberto Pablo Villalva Arellano
CM20023501	09-27-05	Décision : Désistements, règlements	11-24-05	Désistements	Ballet Divertimento de Montréal
					Marie-Ève Corbeil
CM20023513	09-27-05	Décision : Désistements, règlements	01-12-06	Règlements	Le laboratoire Technicolor inc.
					René Prud'homme
CM20061249	03-07-06	Cas convoqués et assignés aux ART			Acklands - Grainger inc.
					Michel Maurice
CQ20024284	10-31-05	Décision : Désistements, règlements	04-03-06	Désistements	Bauer Fondations Canada inc.
					Fabien Zilli
CQ20025259	12-12-05	Cas en délibéré			Michel Girard
					Telus Québec inc.
Nb: 11					